

**ROYAUME DE BELGIQUE**

Intervention de S.E. Karen Van Vlierberge, Représentante Permanente  
adjointe du Royaume de Belgique auprès des Nations Unies

au Conseil de Sécurité des Nations Unies

**Briefing sur le Yémen**

New York, 11/11/2020

---

Madame la Présidente, chers collègues,

Je souhaiterais remercier l'Envoyé spécial Griffiths et le Secrétaire général adjoint Lowcock pour leurs briefings intéressants.

Je vais me concentrer sur trois questions aujourd'hui: la Déclaration Conjointe et la nécessité de progresser sur le plan politique ; le suivi du récent échange de prisonniers ; et l'impact catastrophique de la crise humanitaire au Yémen sur les enfants.

Madame la Présidente,

Près d'un mois s'est écoulé depuis notre dernière réunion sur le Yémen et, pourtant, pratiquement aucun progrès n'a été réalisé. Contrairement au mois dernier, il n'y a pas eu de nouvelle escalade de la violence, mais les combats continuent, à Marib, à Hudaydah et dans d'autres endroits. Le peuple yéménite continue tous les jours de souffrir .

La semaine dernière, nous avons eu le premier anniversaire de la signature de l'accord de Riyad. Sa mise en œuvre reste beaucoup trop limitée.

Lors de son briefing en octobre, l'Envoyé spécial Griffiths a semblé faire preuve d'un certain optimisme quant à une éventuelle réunion des parties pour finalement s'accorder sur la Déclaration Conjointe. Toutefois, pour que cela se produise, toutes les parties doivent montrer une réelle volonté de s'asseoir autour de la table et de discuter. Aujourd'hui, cela ne semble toujours pas être le cas.

Je ne peux que me répéter : seul le dialogue peut mettre fin à la guerre et résoudre les profondes divergences au Yémen. Nous exhortons tous les acteurs à s'engager à nouveau dans les pourparlers de paix sous les auspices de l'ONU. Il va sans dire que l'Envoyé spécial Griffiths continue de bénéficier de notre plein soutien.

Madame la Présidente,

La Belgique se réjouit de constater que l'accord sur l'échange d'un grand groupe de prisonniers a été pleinement mis en œuvre. Nous félicitons à nouveau le Comité international de la Croix-Rouge pour le rôle crucial qu'il a joué dans la négociation de l'accord et dans l'exécution de celui-ci.

Cet échange de prisonniers est l'un des outils permettant d'établir la confiance entre les parties. Nous avons clairement d'avantage besoin d'outils similaires. Nous espérons que d'autres accords similaires seront rendus possibles dans un avenir proche.

Madame la Présidente,

Dans mon troisième et dernier point, je voudrais aborder, une fois de plus, la crise humanitaire au Yémen.

Alors que le conflit se poursuit, la situation humanitaire s'aggrave. Des années de conflit, le déclin économique et la COVID-19 ont fait du Yémen l'un des pires endroits où vivre sur cette planète. Cela est particulièrement vrai pour les enfants.

Une récente analyse conjointe de la FAO, de l'UNICEF et du Programme alimentaire mondial a révélé que dans certaines régions du Yémen, plus d'un enfant sur cinq souffre de malnutrition aiguë. Ce n'est pas un hasard si l'un des chiffres les plus élevés a été relevé dans les Hudaydah Lowlands : 27 % des enfants y ont un besoin aigu en alimentation de base.

Les enfants souffrent de malnutrition aiguë, tout comme les mères - un quart de million de femmes enceintes ou allaitantes au Yémen ont besoin d'un traitement contre la malnutrition. Selon Lise Grande, coordinatrice d'OCHA pour le Yémen, nous nous approchons d'une situation irréversible et risquons de perdre toute une génération de jeunes enfants.

Des fonds supplémentaires sont nécessaires pour faire face à cette catastrophe humanitaire. A cet égard, l'UE et ses états membres prennent leur responsabilité : demain, ECHO convoquera avec la Suède une deuxième réunion des acteurs humanitaires et de développement sur la crise humanitaire en Yémen (SOM). Après une première en février, elle se penchera de nouveau sur la problématique du financement et de l'accès humanitaire. Je suis tout aussi fier d'informer ce Conseil que la Belgique a contribué cette année à hauteur de plus de 30 millions de dollars au financement de base du PAM, lauréat du prix Nobel de la paix.

Mais le plus nécessaire est de mettre fin d'urgence aux combats et à la guerre. Les parties au conflit et ceux qui les soutiennent portent une grave responsabilité. Nous les exhortons à déposer les armes et à faire enfin passer le peuple du Yémen avant leurs propres intérêts limités.

Je vous remercie.